

Le Rigi invité à limiter la fréquentation

Publié le 21 octobre 2022

Tourisme » Une étude préconise un renoncement aux visiteurs d'autres continents pour protéger le climat.

Réduire nettement les émissions de CO2 liées au tourisme impliquerait que l'on renonce à la venue de voyageurs lointains. Une étude s'est penchée sur le cas du très fréquenté Rigi, en Suisse centrale. Elle y suggère une limitation du nombre de visiteurs, un renoncement aux touristes intercontinentaux et des mesures compensatoires.



La stratégie actuelle des chemins de fer de montagne du Rigi (Rigi Bahnen) mise sur la croissance du tourisme en provenance d'autres continents. Elle n'est pas supportable pour le climat, a indiqué hier la Haute école

spécialisée de Suisse orientale, dont l'étude a été mandatée par le comité pétitionnaire réclamant une limitation à 800 000 touristes au Rigi.

Avant la pandémie, la montagne schwytzoise attirait 1 million de touristes par an dont 40% venaient d'un autre continent. Leur venue en avion nuit extrêmement au climat, à raison de 488 337 tonnes de CO2 par an. C'est davantage que l'ensemble du trafic annuel motorisé en ville de Zurich.

Pour améliorer sensiblement leur bilan climatique, les Rigi Bahnen doivent donc renoncer aux touristes intercontinentaux et limiter le nombre de visiteurs à 800 000 par an, souligne l'étude. Pour compenser ce manque à gagner, la compagnie devrait augmenter les recettes par voyageur en proposant des billets multiparcours et en supprimant la gratuité pour les détenteurs de l'abonnement général (AG).

Pour le patron de Rigi Bahnen, Frédéric Füssenich, un plafonnement du nombre de touristes au Rigi n'est pas judicieux. La compagnie vise, certes, un tourisme de qualité et non pas de masse, mais seul l'avenir dira si celui-ci se situera à 700 000 ou à 900 000 visiteurs, répond-il à l'ATS.

Renoncer entièrement au tourisme intercontinental n'est pas non plus une solution, selon lui. Et d'observer que l'étude ne prend pas en compte les progrès technologiques qui doivent, eux aussi, contribuer à freiner le changement climatique, notamment par des carburants «verts». En outre, M. Füssenich craint qu'une augmentation des prix et la suppression de la gratuité pour les AG ne réduisent l'attractivité des transports publics qui favorisent pourtant un développement durable.